

COMPTE RENDU DU CTL DU 30 MAI 2013

Les restructurations en cours dans le périmètre de la CUB (Talence, Bègles, Villenave d'Ornon, Pessac, Le Bouscat, St Médard, Blanquefort) n'ont fait l'objet d'aucune annonce à l'occasion de ce CTL alors que :

- des visites de la Direction, sur les sites concernées, ont eu lieu et continuent,
- une réunion avec l'encadrement est programmée pour le 6 juin prochain,
- une commission immobilière est fixée le 31 mai,
- la création du SIP de BX BOUSCAT est prévue au 1^{er} janvier 2014 et pour les autres créations de SIP, la date est fixée au 1^{er} janvier 2015,
- la direction générale n'a pas encore donné son aval.

Cette opacité sur le sujet et l'absence de dialogue social a amené les OS à réagir fortement face à ce manque de transparence et à exiger des explications.

D'après la direction, le projet ne serait pas ficelé, tous les acteurs seront consultés et ce projet sera soumis au prochain **CTL du 4 juillet prochain**.

Pour la CGT, ce projet de restructuration sur la CUB n'était déjà acceptable ni pour les usagers ni pour les agents ! Il l'est d'autant moins aujourd'hui qu'il est mis en place de façon morcelée (SIP le Bouscat au 1^{er} janvier 2014, le reste on ne sait pas quand ...).

De plus, d'après les bruits qui circulent, la direction envisage de « sortir » la mission recouvrement des postes mixtes de la CUB et de l'intégrer aux SIP orphelins. La mission Secteur Public Local resterait « sur place » pour l'instant !! ?....

Pour la CGT, cette démarche est purement stratégique, contreproductive et déstabilisante pour ces trésoreries, elle vise à berner les élus locaux qui se sont opposés aux projets de restructuration : quel sera l'avenir d'un poste constitué de 2 ou 3 agents ?

Le prochain CTL sera l'occasion de faire le point sur les intentions de la direction locale.

Dans l'attente, la CGT ne participera à aucune réunion ayant trait à la question des restructurations avant la tenue du CTL.

LES MODIFICATIONS D'HORAIRE D'OUVERTURE AU PUBLIC :

Ce n'est plus un mystère, mais depuis Mai 2012, la direction locale n'hésite plus à dire et répéter que les modifications des horaires d'ouverture au public sont le fait de la suppression des effectifs et de la réduction des moyens, et nécessitent une inévitable adaptation de nos services.

➤ 12 Postes (Castres, Cambes, Bazas, Arcachon, Sauveterre) et Services (SIE de Bx Pessac, SIP et SIE Bx Sud Est, SIP et SIE bx Nord Est, PCE Bx Nord Est / Sud Est, 4^{ème} BDV) et pas des moindres en effectifs, ont demandé à réduire leur temps d'ouverture au public, voire à fermer un jour. **La plupart des postes fondent leur demande sur l'impossibilité d'effectuer leur mission compte tenu du manque de moyens et personnels.**

➤ Non seulement, ces demandes ont l'aval de la direction, mais le DRFIP considère que la fermeture un mercredi ou un vendredi n'est pas un problème pour les usagers. Il considère que de ne pas ouvrir le samedi est beaucoup plus pénalisant pour le contribuable... !.

➤ Si il y a toujours autant de monde au guichet, c'est bien parce que le service public offre un lien social évident pour des populations de plus en plus fragilisées dans ces périodes difficiles.

Pour la CGT, il est tout a fait clair que ces modifications sont des amortisseurs dont se sert la direction pour répondre aux situations d'alarme ou d'urgence, tant les conditions de travail sont de plus en plus invivables. Mais, à force de fermer, une heure, un jour,la fermeture des postes n'est plus très loin.

Vote : Pour : CFDT - Contre : CGT - abstention : FO et Solidaires.

LE MOUVEMENT DES GEOMETRES :

Comme il n'y a pas de CAPL, les demandes sont examinées en CTL. 2 demandes ont été satisfaites.

Vote : Pour à l'unanimité .

Le BOP 2013

➤ Quelques explications nous ont été données sur la baisse conséquente de certains postes budgétaires.

La réduction des crédits pour le nettoyage s'explique par l'existence d'un marché national qui a réduit les coûts locaux. Là encore, la direction constate que c'est plus la baisse qualitative qui est inquiétante que la baisse des crédits en tant que telle. Cependant la Gironde ne peut dénoncer le marché national.

➤ En matière de matériel informatique, le parc était renouvelé tous les 4 ou 5 ans. **Maintenant on n'est plus dans le préventif, mais dans le curatif !**

➤ La direction reconnaît que notre situation financière n'est pas glorieuse. Pour preuve, les travaux de réfection des abords de l'immeuble de Mériadeck ne peuvent être réalisés, faute de moyens... !!.

➤ Au final, en 2012, la Gironde a bénéficié d'une dotation exceptionnelle de 350 000 €. Rien ne prévoit une telle reconduction cette année, amenant la direction à reconnaître que l'état de cessation de paiement pourra être avérée en 2013.

C'est la décrépitude dans tous les domaines.

Vote : Contre : CGT, CFDT et Solidaires -
Ne participe pas au vote : FO

Déclaration de la CGT

Alors que nos services ont subi pendant des années les méfaits de la RGPP appliquée par nos directions avec le plus grand zèle, la MAP, nouvelle mouture mise en place par le gouvernement actuel poursuit la déstructuration du service public.

La diminution drastique des moyens budgétaires pour notre ministère est la conséquence de la politique d'austérité à l'œuvre depuis plusieurs années avec notamment :

- Les suppressions d'emplois (lesquelles se poursuivent sur un rythme comparable à celles de la RGPP : 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés),
- Les coupes dans les frais de fonctionnement,
- La réduction du volume des promotions internes,
- La dégradation des conditions de travail due à ces baisses répétées de moyens et à la hausse de la charge de travail,
- L'absence de perspective en matière de rémunération et de carrière etc....

La question des moyens est un point incontournable pour la survie de nos services. Or, nous constatons que les budgets successifs sont en baisse récurrente.

Pour la Gironde, le budget départemental alloué au titre de **2012 était en baisse de 16%**. Le budget **2013 annonce une nouvelle baisse de plus de 6 à 9 %**.

En 2013, certains postes sont particulièrement atteints par la baisse des moyens :

- nettoyage : - 30 %
- fournitures : - 24%
- informatique fonctionnement : - 46 % (dont - 73 % au titre de l'entretien des matériels informatiques)
- équipements : - 32 % etc...

Jusqu'où cela ira-t-il ? Jusqu'où déciderez-vous des économies qui rendent déjà la vie de nombreux agents insupportable au travail ? Comment pouvoir même envisager de maintenir la performance « dans un contexte de moyens contraints » tel que vous le décidez dans le BOP ?

Parmi vos objectifs 2011 figurait la création des services CGSR, CSP, SFACT ; A vous lire, les moyens humains et matériels auraient donc à ce moment été alloués. L'objectif ayant été atteint, vous décidez aujourd'hui qu'il « conviendra désormais de gérer les missions dans un contexte de réduction d'emploi qui s'applique également à ces services ».

Ces collègues apprécieront !

En 2013 vous décidez de centrer l'effort sur les services RH en vu de préparer la bascule à AGORA SIRHIUS. Pourquoi pas ? Mais au détriment de qui, de quels services, de quelles autres missions ?

Cette stratégie de privilégier certaines vitrines en fonction de priorités qui ne servent que d'affichage pour la direction générale, est une stratégie « à la petite semaine » au mépris des agents qui mettent en place ces structures et de l'ensemble des collègues qui travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles.

A force de vouloir être une administration budgétairement exemplaire depuis de nombreuses années, nous sommes en passe de devenir une administration qui n'est plus en mesure d'assurer des conditions élémentaires de travail à ses agents dans l'exercice de leurs missions de service public.

L'ordre du jour nous propose un vote sur ce BOP, ce qui n'était pas le cas l'année dernière et ne semble pas l'être dans de nombreux autres départements en 2013. Ceci démontrant bien le peu de cas qui est réservé à l'avis des représentants des personnels.

Quoi qu'il en soit, la CGT ne pourra que se prononcer contre ces propositions budgétaires.

PRESENTATION DE L'APPLICATION « ALPAGE RECHERCHE »

➤ Il s'agit d'intégrer la mission recherche dans une application dédiée au contrôle fiscal. Le Département fait partie des 17 directions testées. Il s'agira d'améliorer l'articulation entre les différents services. La formation des agents débutera en juin.

RESULTAT DU GROUPE DE TRAVAIL « ACCUEIL »

La présentation qui nous a été faite portait uniquement sur l'accueil au Centre des Finances de MERIGNAC et les améliorations qui ont été apportées.

La CGT a souhaité élargir le débat à l'accueil en GIRONDE.

➤ Il est nécessaire d'uniformiser les missions d'accueil afin que chaque usager bénéficie du même service public quelque soit le poste concerné et quelque soit le moment de l'année, notamment au niveau des documents et informations délivrés.

Ce serait chose faite puisque la note de service du 29 avril 2013 (Ulysse 33/ bases documentaires locales/Base gestion fiscale), traite de l'accueil.

➤ Par ailleurs, si les agents de l'accueil bénéficient comme les autres des horaires variables, le règlement intérieur prévoit la possibilité pour le chef de service d'invoquer la nécessité de service à certaines périodes et de demander aux collègues d'être présents lors de l'ouverture au public. Tel est le cas lors de la campagne IR, à l'accueil de la cité.

Toutefois, il ne faudrait pas tomber dans l'excès et respecter les contingences des collègues !

➤ Le prochain CTL se tiendra le 4 juillet 2013.

Les élus CGT à ce CTL : Myriam DOLEU - Marie Hélène FICHOT - Thierry VEYSSIERES



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT.

Pour me défendre et défendre le service public, je me syndique...

Nom, prénom :

Adresse administrative :

Grade : Echelon/Indice :

Temps partiel : Date :

Signature :

Bulletin à retourner à l'une des deux cases CGT ou à remettre à un militant de la CGT.